



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 24 VII 2023.

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROTEXSUR

127 avenue Carnot
77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

Références : E/2023-1807
Code AIOT : 0006508371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2023 dans l'établissement PROTEXSUR implanté 127 avenue Carnot 77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à une plainte anonyme du 31 mai 2023, reçue le 15 juin 2023, concernant le déversement de produits chimiques dangereux à l'arrière du site, sur la voie ferrée et dans le caniveau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEXSUR
- 127 avenue Carnot 77140 Saint-Pierre-lès-Nemours
- Code AIOT : 0006508371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PROTEXSUR exerce une activité de traitement de surface et de revêtement de pièces métalliques par poudres thermodurcissables et peinture cataphorèse.

Les installations sont constituées de 3 lignes de production.

Les activités de la Société PROTEXSUR sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'exploitation n° 08 DAIDD 1 IC 015 du 15 janvier 2008 l'autorisant à étendre ses installations de traitement de surface et de cataphorèse sur la commune de SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS (77140).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 28 janvier 2015 relatif à la mise en œuvre des garanties financières, le tableau de classement relatif aux volumes des bains réellement présents sur le site a été mis à jour.

Par courrier du 24 février 2014, Madame la Préfète de Seine-et-Marne a acté le classement du site au titre de la rubrique n° 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³).

Lors d'une réunion téléphonique du 14 janvier 2022, l'exploitant a indiqué avoir temporairement mis en arrêt la ligne Barcelone, compte tenu de la pandémie actuelle. Cet arrêt étant temporaire, le classement du site n'est pas modifié.

La Société emploie environ 60 personnes (comprenant des intérimaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Pollution des sols

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, aucune trace de produits n'a été observée à proximité de la ligne de chemin de fer. De l'eau boueuse a été observée à l'arrière, à proximité et dans la station d'épuration interne du site. L'exploitant a indiqué que cela est dû aux "fortes" pluies de la matinée. De plus, le terrain est en pente. A cet endroit, une rétention sous le bâtiment permet de confiner de l'eau. L'exploitant a indiqué que cette eau serait pompée avant la fin de la journée.

Via les photographies du 5 juillet matin, soit 2 jours plus tard, transmises par courriel du 5 juillet après-midi, cette partie du site n'est plus inondée.

L'exploitant a indiqué que la plainte pourrait provenir d'un ancien salarié.

L'exploitant a rappelé que le site est certifié ISO 9001 et 14001 v2015 : des audits sont réalisés tous les 3 ans et des audits de suivi tous les ans.

Le responsable qualité, sécurité, environnement présent lors de la visite d'inspection est arrivé mi juin 2023. L'Inspection des Installations Classées constate que plusieurs agents se sont succédés ces dernières années sur ce poste.

L'exploitant a indiqué ne pas disposer de consignes rédigées par le site pour fixer les fréquences d'évacuation des bains de traitement. L'ordre pour le changement du bain dépend de l'expérience des salariés et des recommandations des fournisseurs : cela peut dépendre de la modification de pression (suite à une canalisation bouchée), un problème rencontré sur un bain (de nombreuses pièces de clients tombés dans les bains), une modification de la conductivité, ...

L'exploitant a expliqué disposer d'environ 20 bains de traitement, dont 15 bains de rinçage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.2.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Expédition des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.3.2	/	Sans objet
3	Registre d'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.3.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De l'eau boueuse a été observée à l'arrière du terrain. La Société a fait pomper cette eau 2 jours après la visite d'inspection. L'éventuel BSDD relatif à l'évacuation de cette eau devra être transmis sous 1 mois. L'exploitant doit proposer des actions empêchant l'eau de stagner à cet endroit, notamment compte tenu de la présence d'une rétention prévue pour confiner de l'eau polluée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> · les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs, · il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage, · les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet, · les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs. <p>Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.</p> <p>Les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégorie de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.</p> <p>Constats : De nombreux déchets liquides sont stockés à l'arrière du site, sous abris ; un dos d'âne permet de confiner tout liquide pollué au droit du bâtiment. Des étiquettes sont présentes sur certains fûts. L'exploitant a indiqué avoir conçu des étiquettes spécifiquement pour les déchets du site (pour son organisation interne). Certains déchets ont toutefois été observés sans étiquette ou avec une étiquette incorrecte. Plusieurs déchets liquides ont été observés à l'arrière du site, en dehors d'un abris ; la dalle béton fait office de rétention. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas d'incompatibilité de stockage de ces déchets. Des bennes ont été constatées pour des déchets solides (déchets non dangereux).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Expédition des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute expédition de déchets dangereux vers l'extérieur fait l'objet d'un bordereau de suivi de déchets dûment renseigné, établi en application du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire de suivi des déchets dangereux. La copie des bordereaux de suivi de déchets dangereux est conservée a minima pendant cinq ans et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Les BSDD observés sont complets. L'exploitant a indiqué que le dernier exemplaire du BSDD, prouvant l'effectif traitement du déchet, est transmis plus rapidement via TrackDéchet qu'auparavant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient.</p> <p>Ce registre contient a minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> · La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 fixant la nomenclature des déchets ; · La date d'enlèvement ; · Le tonnage des déchets ; · Le bordereau de suivi de déchets émis ; · La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ; · Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ; · Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ; · Le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. ; · La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ; · Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998. <p>[...]</p> <p>Constats : Plusieurs types de déchets sont émis notamment concernant les bains de traitement : BHM (boues d'hydroxy métalliques), huiles entières usagées, déchets de production anode.TrackDéchet est utilisé depuis avril 2022. Avant cette date, le registre des déchets était tenu à jour via le logiciel de suivi de la Société.L'ancien registre était incomplet ; l'adresse du transporteur n'est pas toujours renseignée.Peu de déchets ont été éliminés entre février 2021 et avril 2022, notamment concernant les bains de traitement. L'exploitant a indiqué que c'est une des conséquences du COVID et de la baisse d'activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet